

Union européenne dans un environnement mondial en mutation - un monde plus connecté, plus contesté et plus complexe

2015/2272(INI) - 29/03/2016 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires étrangères a adopté un rapport d'initiative de Sandra KALNIETE (PPE, LV) sur l'Union européenne dans un environnement mondial en mutation - un monde plus connecté, plus contesté et plus complexe.

Les députés ont estimé que la **stratégie globale de l'Union** concernant les questions de politique étrangère et de sécurité devrait ouvrir la voie à une ambition politique forte pour l'UE en tant qu'acteur international. Ils ont souligné que l'UE devait reconnaître **l'ampleur de la détérioration de son environnement stratégique immédiat**, et les conséquences à long terme de cette situation. Le fait que plusieurs crises se produisent simultanément au sein de l'Union démontre qu'aucun État membre ne peut répondre isolément à ces crises et que les Européens devraient exercer leurs responsabilités collectivement pour assurer leur sécurité.

Défendre les États, les sociétés et les valeurs de l'Europe : les députés ont observé qu'à l'avenir, l'Union et ses États membres devront moins s'appuyer sur les États-Unis **et assumer une plus grande responsabilité pour leur propre sécurité et la défense** de leur territoire afin d'être en mesure de répondre à l'ensemble des menaces et des risques civils et militaires. L'Union a été invitée à :

- intensifier la coopération sur la recherche en matière de défense et à renforcer la base industrielle et la cyberdéfense, par la mutualisation et le partage, en vue d'utiliser plus efficacement les budgets de la défense ;
- lancer un programme de recherche et de développement technologique en matière de défense financé par l'UE dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP);
- renforcer le rôle de l'Agence européenne de défense (AED) et accroître ses ressources;
- renforcer la coopération UE-OTAN.

Les États membres devraient:

- s'engager à consacrer **au moins 2% de leur PIB** pour les dépenses en matière de défense **d'ici 2024** afin d'atteindre les capacités nécessaires et adéquates, civiles et militaires, pour mettre en œuvre les objectifs de la PESC/PSDC;
- prendre davantage de responsabilités pour améliorer les capacités européennes nécessaires de toute urgence, augmenter leurs dépenses militaires par l'intermédiaire de l'AED, renforcer la base industrielle et technologique et le marché européen de la défense ;
- améliorer les échanges de renseignement européens et mettre en place une véritable **capacité européenne de renseignement et de prévision**.

Stabiliser le voisinage de l'Europe au sens large : les députés ont plaidé pour que l'Union assume une plus grande responsabilité en vue de **combler le déficit de sécurité** dans son voisinage au sens large et qu'elle s'engage davantage dans la désescalade diplomatique, en particulier dans le voisinage méridional. Ils ont également estimé que la crise actuelle des réfugiés exigeait une action concertée urgente, et ont appelé à une **stratégie à long terme en matière de politiques d'asile, de migration et de réadmission** impliquant le renforcement du système Schengen, un corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et FRONTEX.

Renforcer la gouvernance mondiale multilatérale: l'UE devrait aspirer à **être un «décideur»**, contribuant à l'efficacité de la gouvernance mondiale multilatérale dans le but de renforcer la démocratie, la bonne gouvernance, la primauté du droit et les droits de l'homme. Le rapport a souligné que l'UE devrait:

- mettre en place des synergies entre la sécurité, le développement, le commerce, les droits de l'homme, la promotion de la démocratie et l'action extérieure de l'UE;
- établir des relations plus étroites avec les acteurs non étatiques, les gouvernements locaux et régionaux et la société civile, en veillant à une approche globale face aux défis mondiaux;
- promouvoir le libre-échange et l'investissement, des voies commerciales sûres et un accès accru au marché partout dans le monde, et préserver la stabilité du système financier mondial par le biais de normes élevées de régulation et de gouvernance;
- veiller à ce que la politique de développement de l'UE représente une part essentielle de la stratégie globale de l'UE en matière de politique étrangère et de sécurité.

Les députés ont appelé à établir un lien clair entre la stratégie globale de l'UE et de la structure et les priorités budgétaires de l'UE, y compris le renforcement des ressources propres, afin d'allouer les ressources nécessaires à sa mise en œuvre.

Interagir - l'Union, les parlements nationaux et les citoyens européens : les députés estiment que le Parlement devrait jouer un rôle clé dans le suivi régulier de l'action extérieure des institutions de l'UE. Ils ont mis l'accent sur l'importance d'associer plus étroitement les parlements nationaux à ce processus. Les décideurs européens devraient également dialoguer avec les citoyens, la société civile, l'industrie et les autorités locales et régionales.

Le rapport a fait valoir que la stratégie globale devrait être **révisée tous les cinq ans**, au moment du renouvellement du Parlement européen et de la Commission.